

Zoom sur des activités diversifiées et en évolution dans un village malien

Samba Sylla (samba.sylla@grdr.org) et la rédaction GDS (gds@inter-reseaux.org)

DANS LES VILLAGES AFRICAINS, même si la plupart des ruraux se considèrent agriculteurs, beaucoup n'ont jamais été uniquement des agriculteurs à temps plein. Depuis des siècles, ils tirent aussi leurs revenus d'autres activités. Pour illustrer ces dynamiques, Samba Sylla nous raconte l'histoire de son village au sud Mali, dans la commune de Maréna.

► Samba Sylla est chargé de mission

(Educodev) au sein du Groupe de recherche et de réalisations pour le développement (GRDR). Le GRDR est une structure française qui accompagne les dynamiques induites par la migration à la fois en France et en Afrique (www.grdr.org).

Cet article est le résultat d'une rencontre entre Inter-réseaux et le GRDR. Cet échange a été l'occasion pour le GRDR de partager leur expérience sur le développement local en Afrique de l'Ouest.

LA VIE ÉCONOMIQUE d'un village africain ne se résume pas seulement aux activités agricoles. De nombreux métiers y sont développés afin que les ruraux puissent y vivre.

L'agriculture, par son caractère saisonnier, a toujours permis aux producteurs de se consacrer à la fin des travaux champêtres à d'autres activités génératrices de revenus (monétaires ou non) au sein d'un village ou de migrer temporairement vers les villes.

Cette pluri-activité vient du fait que de nombreux agriculteurs ne peuvent pas tirer un revenu suffisant de l'agriculture (surface agricole trop petite, prix de vente trop faible...).

La diversification des activités est ainsi souvent une stratégie développée par les ruraux pour résister aux chocs aussi bien internes à la famille (mariage, dettes...) qu'extérieurs. Cela a permis d'éviter que de grandes famines ne se soient pas produites ces dernières années en Afrique de l'Ouest (exemple : des crises alimentaires des années 70 suite aux chutes de productions agricoles ou suite à l'invasion acridienne en 2004).

La pluri-activité des ruraux : à la recherche d'autres revenus, d'autres activités.

Une option : la migration saisonnière... Dans les années 70, de nombreuses entreprises avaient bien compris la dynamique de pluri-activité des ruraux. Par exemple, dans le bassin arachidier du Sénégal, l'entreprise française Peterson employait les migrants de l'Afrique de l'Ouest en période de grands travaux dans les champs d'arachide. Les jeunes travaillaient ainsi quelques mois pour percevoir un petit revenu et retournaient ensuite au village. Cette activité permettait de ne pas toucher aux ressources des parents (moins de bouches à nourrir), et d'apporter un complément de revenu.

Ceci me fait penser à mon propre itinéraire : lorsque j'étais jeune, j'ai travaillé temporairement en tant qu'« homme à tout faire » dans une

famille urbaine. En zone urbaine, pendant la saison sèche, il existe un réel besoin de main d'œuvre, qualifiée ou non, pour réparer, construire des maisons. De nombreux jeunes maliens célibataires du Sud quittent ainsi quelques temps le village pour aller en ville gagner de l'argent.

Cette dynamique de migration de ruraux vers les villes et/ou zones de productions agricoles n'est pas dans le but d'un exode permanent mais génère des flux monétaires vers les campagnes. Toutes ces activités se font en complément des activités de la famille rurale : une tradition qui existe depuis toujours et qui perdure.

D'autres activités et métiers non agricoles au sein des villages... De nombreux ruraux restent au village où ils développent d'autres activités non agricoles. Les exemples ne manquent pas dans mon village :

L'artisanat. Les forgerons fabriquaient des armes... Ils sont indispensables aujourd'hui pour la production de matériel agricole.

Avant nos parents étaient eux-mêmes maçons pour leur maison.

Maintenant, la maçonnerie évolue : des maisons à parpaings et à étages se bâtissent dans les villes comme dans les villages ; la maçonnerie devient une activité plus technique et professionnelle, qui emploie donc une main d'œuvre permanente.

Autres acteurs importants pour la construction des maisons : les menuisiers. Ils ont toujours participé à la construction des maisons. Mais ces dernières décennies, ils fabriquent de nouveaux produits : fenêtres, portes, meubles d'intérieur... Grâce aux revenus des migrants ou des activités complémentaires, les ruraux améliorent de plus en plus leur habitat.

Le commerce. Dans les villages, les commerçants des petites boutiques où l'on trouve l'huile, les bonbons, le thé, le sucre en détail (etc.) sont aussi souvent des agriculteurs : ils gardent leurs activités agricoles en parallèle. Ils ont toujours existé. La différence est peut être la diversité des produits vendus aujourd'hui, en lien avec les nouveaux produits sur le marché et les besoins des villageois.

La transformation de produits agricoles. C'est un secteur très important



© GRDR

et développé surtout par les femmes. Même si la transformation à des fins commerciales s'effectue beaucoup en milieu péri-urbain voire urbain, le lien ville campagne reste fort, avec des réseaux d'approvisionnement, parfois familiaux, ancrés dans les villages.

Tous ces métiers ont évolué, et certains s'amplifient en zone rurale. En effet, l'enclavement des villages, conjugué à une forte croissance démographique, impose la présence de services de proximité dans le secteur artisanal et le petit commerce. Une « professionnalisation » de ces métiers a été permise par la formation et l'acquisition de matériel et d'équipements (ex : forgerons). Certains de ces métiers ruraux sont même devenus une activité principale et les porteurs de ces activités doivent aujourd'hui se déclarer aux communes. Néanmoins, lors de la saison des pluies, tout le monde retourne aux champs.

De nouveaux métiers font aussi peu à peu leur apparition dans les villages. Ils sont souvent à l'initiative des jeunes qui tentent de trouver un emploi, tout en apportant de nouveaux biens et services.

Dans mon village, un nouveau métier est « installateur de panneau solaire », pour permettre d'alimenter des cybercafés, la télévision, mais aussi de petits réfrigérateurs chez des particuliers pour conserver les produits maraîchers, la viande... Dans la région de Kayes, par l'intermédiaire de la fondation Abbé Pierre, de nombreux panneaux solaires ont ainsi été installés.

À propos de chaîne du froid, au-delà des réfrigérateurs particuliers, un des challenges est de réussir à installer dans les villages des chambres froides alimentées par des énergies telles que le solaire. Pour l'instant, cet investissement est trop coûteux. Il apporterait pourtant un plus aux agriculteurs, aux bouchers, aux poissonniers. Par exemple, les bouchers du village grâce à des techniques de conservation de la viande ou une chambre froide, pourraient mieux s'organiser (étaler la vente de leurs produits et donc mieux maîtriser le prix) et mieux préparer la viande.

Des appuis nécessaires au-delà de l'agricolo-agricole : raisonner « développement local ». Depuis le désengagement des États africains de divers

services d'appui au monde rural, une multitude d'acteurs a pris le relais : des organisations de producteurs, ONG, projets et tout récemment des collectivités locales suite à la décentralisation. Chacun ayant un rôle à jouer dans cet appui, la difficulté est souvent d'arriver à s'organiser ensemble.

Les organisations de producteurs. Elles ont des compétences dans le domaine de la production agricole mais le développement d'un village passe aussi par des investissements économiques nécessaires pour la collectivité, comme les marchés et les systèmes de crédit. Le système de prélèvement sur les marchés peut permettre d'entretenir le lieu et/ou de financer des activités locales. Dans certains villages maliens, ce système était auparavant géré directement par les acteurs locaux. Depuis la décentralisation, la commune a généralement repris la gestion des marchés. La fixation des taxes peut être décidée conjointement avec les acteurs locaux. Cependant, quand le marché n'a pas été construit par la commune mais par le village, il peut être difficile pour la commune de trouver sa légitimité dans ce système de taxation et le marché reste plutôt géré par le village. De multiples formes de gestion des marchés peuvent de fait exister¹.

Rôle des collectivités locales. Les investissements sociaux (écoles, centres de santé) sont évidemment aussi indispensables. L'éducation et la santé ont un effet indirect sur le secteur agricole productif. L'éducation permet de former une main d'œuvre plus qualifiée, des agriculteurs mieux préparés. Ces actions sociales devront être une des préoccupations des collectivités locales qui au fur et à mesure de leur « prise de pouvoir » dans les villages auront surtout pour rôle l'équilibre territorial et l'intermédiation entre le pouvoir central et les zones rurales.

Des actions du GRDR. Au GRDR, nous accordons ainsi une importance à l'éducation, la santé et l'adduction d'eau potable. Ces actions sociales sont

1. Cf. Supports papier et bande sonore sur les marchés à bétail autogérés au nord Bénin disponibles sur www.inter-reseaux.org



© GRDR

d'ailleurs souvent liées à la volonté des « migrants internationaux » qui souhaitent que leur famille restée au village puisse bénéficier d'un meilleur confort de vie. Ces investissements génèrent en plus de l'emploi en zone rurale. Par exemple, des investissements importants dans les infrastructures créent de nombreux emplois, au-delà de la seule famille du migrant, et peuvent permettre la construction d'une bibliothèque, de centres communautaires de santé, d'écoles... Autre exemple, l'appui que fournit le GRDR dans l'adduction d'eau potable génère aussi des emplois : plombiers, contrôleurs, comités d'adduction pour entretenir le réseau, relever des compteurs, etc. Ce sont la multiplication de petites choses qui finissent par toucher beaucoup de monde. Il en est de même avec les collectivités locales ou les organisations de producteurs, projets et ONG qui créent également des emplois comme les salariés d'OP, des fonctionnaires des collectivités locales, etc.

Pour conclure. Des appuis construits et sur la durée sont donc nécessaires pour favoriser la diversification et la professionnalisation des métiers non directement agricoles : ceux-ci peuvent entraîner le développement des activités agricoles mêmes, et en tous cas participent au développement des zones rurales. ■